

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2021.

Art. 3. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 26 november 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/43911]

26 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'octroi d'une aide spécifique pour la relance des activités à l'international des entreprises dans le cadre de la crise du COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2015, et alinéa 5, inséré par le décret du 28 avril 2016 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, donné le 28 octobre 2020 ;

Vu le rapport du 6 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 novembre 2020 ;

Vu l'avis 68.286/2 du Conseil d'État, donné le 19 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence motivée par les éléments mentionnés ci-après ;

Considérant que la pandémie du COVID-19 constitue un choc majeur et durable pour l'économie mondiale avec une contraction importante du PIB mondial, un repli du commerce international et un impact négatif notable sur l'emploi ;

Considérant que d'un point de vue géographique, bien que la conjoncture se soit détériorée pour tous les grands ensembles régionaux, de nouvelles estimations indiquent que des perspectives de relance économique voient le jour dans les Amériques, en Europe et Asie Centrale ;

Considérant la chute sensible du PIB belge et des exportations wallonnes en 2020 et les prévisions d'une croissance minimale pour l'année 2021 ;

Considérant que les entreprises exportatrices wallonnes sont frappées de plein fouet par la pandémie de COVID-19 et que de nouveaux obstacles économiques se dressent devant elles (fermeture des frontières, baisse de la demande des marchés extérieurs, limitation de la production) ;

Considérant que les entreprises wallonnes doivent investir dans de nouveaux moyens de communication, de marketing et de prospection pour leur relance à l'international qui viennent s'ajouter aux coûts inhérents à l'internationalisation ;

Considérant que des réponses adaptées sont nécessaires pour atteindre et soutenir les entreprises exportatrices wallonnes par des mesures d'aide financière qui, pour être efficaces, doivent être rapides et souples ;

Considérant qu'il y a urgence à renforcer le soutien financier octroyé aux entreprises pour les aider à regagner des parts de marchés perdues, améliorer leur position à l'international ou encore saisir de nouvelles opportunités internationales non investiguées à ce stade ;

Considérant que les besoins des entreprises « starters » en matière de communication, de promotion et de prospection sont plus importants encore pour se faire connaître hors Belgique en ces temps de crise et soutenir leur croissance ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o entreprise : toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique, étant précisé que, conformément au Règlement (UE) n^o 1407/2013, toutes les entités contrôlées par la même entité doivent être considérées comme constituant une entreprise unique ;

2^o starter : toute entreprise immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises depuis moins de cinq ans au moment de l'introduction de la demande de subvention ;

3^o Ministre : le membre du Gouvernement wallon ayant le commerce extérieur dans ses attributions ;

4^o Agence : l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers ;

5^o demandeur : l'entreprise ayant introduit une demande de subvention fondée sur le présent arrêté ;

6^o projet à l'international : la stratégie poursuivie par le demandeur pour son développement à l'international ;

7^o initiative de relance à l'international : action de mise en œuvre concrète du projet à l'international du demandeur en vue de lancer ou d'accroître son activité à l'international dans le cadre de la crise du COVID-19 afin de se redéployer sur ses marchés clients à l'étranger et/ou d'améliorer sa position à l'international et/ou de saisir de nouvelles opportunités ;

8° période d'appel : la période fixée par l'Agence durant laquelle le demandeur peut introduire une demande de subvention sur base du présent arrêté ;

9° Règlement (UE) n° 1407/2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au J.O.U.E. n° L352 du 24 décembre 2013.

Art. 2. Les subventions visées par le présent arrêté sont des aides spécifiques destinées à soutenir les initiatives de relance à l'international du demandeur. Elles sont soumises au Règlement (UE) n° 1407/2013.

Elles complètent les autres dispositifs d'aides prévus par l'Agence.

CHAPITRE II. — Conditions d'éligibilité

Art. 3. Pour être éligible aux subventions visées par le présent arrêté, le demandeur remplit les conditions suivantes :

1° être une entreprise immatriculée avec un statut « actif » à la Banque-Carrefour des entreprises (BCE), et disposer d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne.

Le siège d'exploitation est tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité. Le siège d'exploitation principal est celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise du demandeur, emploie le plus de travailleurs ;

2° être enregistré avec un statut « actif » dans la banque de données des entreprises exportatrices de l'Agence ou y introduire une demande d'enregistrement;

3° avoir un projet à l'international, concret et structuré, qui s'il aboutit, génère une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en termes de développement de la production de bien ou de service localisé en Région wallonne ou en termes d'innovation. L'Agence apprécie le caractère réaliste de cette valeur ajoutée pour l'économie wallonne.

La recherche et développement, la propriété intellectuelle, le chiffre d'affaires, les emplois et les investissements directs en Wallonie, ainsi que leur progression respective, sont portés en compte dans l'évaluation continue de la valeur ajoutée en Wallonie.

La valeur ajoutée générée par le demandeur de l'aide est considérée en premier lieu. La valeur ajoutée chez les sous-contractants wallons entre en considération en deuxième lieu ;

4° l'initiative de relance à l'international et le projet à l'international doivent être conformes aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel du demandeur, y compris les éventuelles règles déontologiques ;

5° être en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et respecte ses obligations fiscales, sociales et environnementales, ainsi que le code de déontologie ou le règlement d'ordre intérieur qui régit sa profession ;

6° ne pas être débiteur de montants exigibles vis-à-vis de l'Agence. Aucune compensation ne peut avoir lieu entre les dettes du demandeur envers l'Agence et une subvention visée par le présent arrêté ;

7° ne pas être en liquidation, faillite ou cessation d'activités et ce quelle que soit l'étape de la procédure d'octroi des subventions du présent arrêté ;

8° ne pas être un groupement d'entreprises, une fédération ou une chambre de commerce mixte dont l'aide est régie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres.

Art. 4. Le demandeur ne peut obtenir de subventions visées par le présent arrêté, s'il ne respecte pas les conditions prévues par le Règlement (UE) n° 1407/2013.

Par conséquent, le montant de la subvention sollicitée est réduit à raison du solde disponible du plafond autorisé ou lui est refusé lorsque son octroi conduirait le demandeur à dépasser le plafond de subvention prévu par le Règlement (UE) n° 1407/2013 ou la norme qui le remplace.

Art. 5. Aucune subvention visée par le présent arrêté ne peut être accordée si le demandeur envisage de procéder à une délocalisation partielle ou totale de son activité vers l'étranger, devant entraîner une réduction ou cessation d'activités en Région wallonne.

Le demandeur doit maintenir ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter du paiement de la subvention visée par le présent arrêté.

Art. 6. Le demandeur ne peut bénéficier qu'une seule fois de la subvention visée à l'article 7 au cours de la même période d'appel.

CHAPITRE III. — Initiative éligible et coûts admissibles

Art. 7. Dans les limites des crédits engagés à cet effet au budget de l'Agence, une subvention forfaitaire de 10.000 euros peut être accordée au demandeur qui remplit les conditions du présent arrêté pour couvrir les coûts admissibles exposés dans le cadre de son initiative de relance à l'international.

Le montant de la subvention forfaitaire visée à l'alinéa 1^{er} s'élève à 15.000 euros lorsque le demandeur est une starter.

Art. 8. Pour être éligible à la subvention forfaitaire visée à l'article 7, l'initiative de relance à l'international du demandeur doit :

1° être compatible avec le projet à l'international du demandeur ;

2° disposer d'un degré de faisabilité raisonnable ;

3° être estimée à un coût total d'un montant au moins égal à celui de la subvention forfaitaire visée à l'article 7 ;

4° être entièrement réalisée dans un délai de maximum 12 mois à dater de la notification de la décision d'octroi visée à l'article 14, alinéa 2.

Art. 9. Les coûts admissibles visés à l'article 7 sont tous les coûts :

1° d'achat d'études de marchés étrangers ;

2° d'achat de data base clients étrangers et de listings d'adresses e-mail étrangères ;

- 3° de réalisation et d'envoi d'e-mailing par un spécialiste marketing sur internet externe ;
- 4° d'achat de crédits d'envoi d'e-mailings ;
- 5° de prestations de call centers pour des appels à l'étranger ;
- 6° de réalisation d'un webinaire destiné à une clientèle étrangère par un prestataire externe spécialisé ;
- 7° de référencement international sur les moteurs de recherche par un spécialiste marketing sur internet externe ;
- 8° d'achat de publicités et de référencement internationaux dans les moteurs de recherche ;
- 9° d'achat de publicités sur les réseaux sociaux à destination d'un public international ;
- 10° de prestations d'influenceurs en ligne et de leaders d'opinion ;
- 11° de prestations de spécialistes du marketing digital externes pour la promotion de marques et produits wallons sur les plateformes de vente en ligne internationales ;
- 12° de prestations de spécialistes du marketing digital externes pour la gestion de profil d'entreprise à l'international sur les réseaux sociaux ;
- 13° d'achat de billets d'avion pour des voyages professionnels ;
- 14° de logement durant des voyages professionnels ;
- 15° tous frais connexes à un voyage professionnel imposés par les autorités locales en liaison avec la crise du COVID-19.

L'Agence rejette tous les coûts qui ne sont pas liés à la réalisation de l'initiative de relance à l'international du demandeur.

En outre, ne sont jamais des coûts admissibles, même lorsqu'ils sont liés à la réalisation de l'initiative de relance à l'international du demandeur :

- 1° la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 2° la rémunération de prestations fournies par les salariés du demandeur ou par d'autres membres de son entreprise ;
- 3° la rémunération de produits ou services que le demandeur vend à ses propres clients ;
- 4° des coûts facturés par des fournisseurs ou prestataires ayant un lien de connexité juridique, financière, fonctionnelle ou structurelle avec le demandeur ;
- 5° des dépenses de fonctionnement normales et récurrentes du demandeur ;
- 6° des dépenses payées en espèces ou par la compensation résultant de la fourniture de biens ou des services ;
- 7° des dépenses refacturées par le demandeur à des tiers ;
- 8° des dépenses ayant un caractère somptuaire ;
- 9° les coûts liés à la mise en place et au fonctionnement d'un réseau de distribution à l'étranger ;
- 10° les coûts pour lesquels le demandeur envisage de solliciter, sollicite, ou a obtenu des subventions ou des financements auprès de l'Agence ou de tout autre organisme, institution ou pouvoir publics ;
- 11° les coûts exposés avant la date d'introduction de la demande de subvention visée par le présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Procédure d'octroi

Section 1^{re}. — Introduction des demandes de subvention

Art. 10. L'Agence détermine la date d'ouverture et la durée de la période d'appel. En fonction des crédits inscrits à son budget pour les subventions visées par le présent arrêté, l'Agence peut décider d'ouvrir plusieurs périodes d'appel.

Durant la même période d'appel, la priorité est accordée aux demandes recevables classées dans l'ordre chronologique auquel elles ont été valablement introduites conformément aux articles 11 et 12.

Les demandes valablement introduites sont traitées par l'Agence au fur et à mesure de leur introduction. L'Agence peut mettre fin prématurément à la période d'appel visée à l'alinéa 1^{er} si le budget disponible à cet effet est épuisé.

Art. 11. Le demandeur introduit gratuitement sa demande de subvention forfaitaire en remplissant le formulaire électronique mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Le demandeur confirme expressément qu'il respecte le Règlement (UE) n° 1407/2013 ainsi que le présent arrêté.

Cette confirmation ne fait pas obstacle à une vérification de ce respect par l'Agence.

En outre, le demandeur s'engage dans ce formulaire à conserver durant une période de dix ans à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, sauf prolongation du délai conformément aux dispositions légales en matière de prescription, les documents visés à l'article 17.

Le demandeur joint à sa demande :

- 1° une description de son projet à l'international et de son initiative de relance à l'international, accompagnée d'une estimation du coût de cette initiative d'un montant au moins égal à celui de la subvention forfaitaire visée à l'article 7 ;
- 2° une déclaration de créance sous condition suspensive de la décision d'acceptation visée à l'article 14, établie conformément au modèle mis à disposition sur le site internet de l'Agence ;
- 3° tout document utile pour étayer sa demande.

Art. 12. La demande est considérée comme valablement introduite au sens des articles 10, alinéa 2, et 13, alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur reçoit un accusé de réception de son formulaire électronique de demande mentionnant un numéro de dossier et la date et l'heure de réception du formulaire par l'Agence.

Section 2. — Examen de la demande, décision d'octroi et versement de la subvention

Art. 13. L'Agence examine chaque demande en ordre utile en fonction du moment auquel elle a été valablement introduite. Elle peut inviter le demandeur à lui fournir tout complément d'information qu'elle juge utile.

L'Agence refuse toute demande qui ne respecte manifestement pas les conditions d'octroi. Dans les autres cas, l'Agence instruit la demande.

Art. 14. Au terme de son instruction, l'Agence soumet une proposition de décision au ministre. Celui-ci rejette la demande par décision motivée ou il l'accepte. En cas d'acceptation, il adopte un arrêté de subvention.

L'Agence assure le suivi de la décision du ministre et la notifie au demandeur.

Art. 15. Après notification de la décision d'octroi, l'Agence verse la subvention forfaitaire au demandeur sur base de sa déclaration de créance visée à l'article 11, alinéa 5, 2°.

CHAPITRE V. — Contrôle et remboursement de la subvention

Art. 16. Dès réalisation complète de l'initiative de relance à l'international subventionnée, et au plus tard 15 mois après la date de la notification de la décision visée à l'article 14, le demandeur transmet à l'Agence, par voie électronique, un rapport commercial contenant les résultats de l'initiative subventionnée. L'Agence met à disposition un modèle de rapport commercial sur son site internet.

Art. 17. L'Agence peut procéder, à tout moment, à un contrôle des conditions d'octroi de la subvention ou du rapport commercial visé à l'article 16, et inviter le demandeur à lui fournir dans un délai d'un mois :

1° les factures détaillées relatives à l'initiative subventionnée établies au nom du demandeur et enregistrées dans sa comptabilité ;

2° les extraits du compte bancaire ou des décomptes de carte de crédit du demandeur identifiant clairement l'identité du demandeur comme donneur d'ordre ;

3° tout autre document demandé par l'Agence.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, les paiements en espèce ou par compensation de biens ou de services ne sont pas autorisés. Les extraits de compte ou décomptes de carte de crédit visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, constituent les seules preuves de paiement acceptées par l'Agence.

Après examen des pièces justificatives complètes, l'Agence adresse une notification au demandeur pour lui indiquer s'il a produit des documents probants ou non et si toutes les conditions d'octroi de la subvention prévues par le présent arrêté ont été respectées.

Si le demandeur n'a pas répondu à l'invitation de l'Agence, un rappel lui est adressé. Un second rappel peut être adressé au demandeur.

Art. 18. Si le demandeur n'a donné aucune suite aux deux rappels éventuels visés à l'article 17 ou si les documents qu'il a transmis à l'Agence ne sont pas probants, il s'engage purement et simplement à rembourser tout ou partie de la subvention concernée.

L'Agence adresse au demandeur un envoi recommandé précisant les modalités de remboursement. A défaut de remboursement, l'Agence introduit une action en justice.

Art. 19. Conformément aux dispositions énoncées par les articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publiques wallonnes, le demandeur qui a perçu une subvention en application du présent arrêté la rembourse dans sa totalité à l'Agence, lorsqu'il :

1° ne respecte pas une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention ;

2° n'a pas transmis le rapport commercial visé à l'article 16 dans le temps imparti ;

3° ne maintient pas ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement de la subvention ;

4° affecte les fonds reçus à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été obtenus ;

5° a obtenu ou a conservé la subvention en communiquant sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, sans préjudice d'une éventuelle poursuite pénale.

En outre, le demandeur rembourse à l'Agence la partie de la subvention qui dépasse le montant justifié par les pièces justificatives admises.

Le demandeur se trouvant dans au moins une des situations précitées est privé de toute nouvelle subvention de l'Agence et exclu de toute action collective de l'Agence, tant qu'il ne rembourse pas la subvention concernée. En outre, l'Agence peut décider que le demandeur ne peut plus solliciter de subventions auprès de l'Agence pendant une période de trois années prenant cours à la date du remboursement de la subvention ou de l'avance concernée.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre qui a l'économie et le commerce extérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 novembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/43911]

26. NOVEMBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer spezifischen Beihilfe für die Wiederbelebung der internationalen Aktivitäten der Unternehmen im Rahmen der COVID-19-Krise

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, und Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund der am 28. Oktober 2020 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrats der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 6. November 2020;

Aufgrund der am 3. November 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. November 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 19. November 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 68.286/2 des Staatsrats;

Aufgrund der anhand der nachstehenden Erwägungen begründeten Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die COVID-19-Pandemie einen großen und dauerhaften Schock für die Weltwirtschaft darstellt, mit einem erheblichen Rückgang des globalen BIP, einem Rückgang des internationalen Handels und erheblichen negativen Auswirkungen auf die Beschäftigung;

In der Erwägung, dass sich aus geographischer Sicht die wirtschaftliche Lage zwar für alle großen regionalen Gruppen verschlechtert hat, neue Schätzungen jedoch darauf hindeuten, dass sich in Amerika, Europa und Zentralasien Aussichten auf eine wirtschaftliche Erholung abzeichnen;

In Erwägung des signifikanten Rückgangs des belgischen BIP und der wallonischen Exporte im Jahr 2020 und der Prognosen eines minimalen Wachstums für das Jahr 2021;

In der Erwägung, dass die wallonischen Exportunternehmen von der COVID-19-Pandemie hart getroffen werden und dass ihnen neue wirtschaftliche Hindernisse in den Weg gelegt werden (Grenzsicherungen, geringere Nachfrage auf den Außenmärkten, Produktionseinschränkungen);

In der Erwägung, dass die wallonischen Unternehmen für ihren internationalen Wiederaufschwung in neue Kommunikations-, Marketing- und Prospektionsmittel investieren müssen, die zu den mit der Internationalisierung verbundenen Kosten hinzukommen;

In der Erwägung, dass angemessene Reaktionen erforderlich sind, um die wallonischen Exportunternehmen zu erreichen und durch finanzielle Hilfsmaßnahmen zu unterstützen, die, um wirksam zu sein, schnell und flexibel gestaltet werden müssen;

In der Erwägung, dass es dringend notwendig ist, die den Unternehmen gewährte finanzielle Unterstützung zu verstärken, um ihnen zu helfen, verlorene Marktanteile zurückzugewinnen, ihre internationale Position zu verbessern oder neue, noch nicht untersuchte internationale Chancen zu ergreifen;

In der Erwägung, dass die Bedürfnisse von Start-up-Unternehmen in Bezug auf Kommunikation, Werbung und Prospektion noch wichtiger sind, um sich in diesen Krisenzeiten außerhalb Belgiens bekannt zu machen und ihr Wachstum zu unterstützen;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft und Außenhandel;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Unternehmen: jede Einheit, unabhängig von ihrer Rechtsform, die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, wobei zu berücksichtigen ist, dass laut der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 alle Einheiten, die von ein und derselben Einheit kontrolliert werden, als ein einziges Unternehmen angesehen werden müssen;

2° Start-up-Unternehmen: jedes Unternehmen, das beim Einreichen des Beihilfeantrags seit weniger als fünf Jahren bei der zentralen Datenbank der Unternehmen registriert ist;

3° Minister: das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört;

4° Agentur: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers");

5° Antragsteller: das Unternehmen, das einen Zuschussantrag aufgrund des vorliegenden Erlasses eingereicht hat;

6° internationales Projekt: die vom Antragsteller zum Zwecke seiner internationalen Expansion verfolgte Strategie;

7° Initiative zur internationalen Wiederbelebung: die Maßnahmen zur konkreten Umsetzung des internationalen Projekts des Antragstellers mit dem Ziel, seine internationale Aktivität im Rahmen der COVID-19-Krise zu starten oder zu stärken, um sich auf seinen Kundenmärkten im Ausland neu zu positionieren und/oder seine internationale Position zu verbessern und/oder neue Chancen zu ergreifen;

8° Abrufzeitraum: der von der Agentur bestimmte Zeitraum, im Laufe dessen der Antragsteller einen Zuschussantrag auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses einreichen kann;

9° Verordnung (EU) Nr. 1407/2013: die im Amtsblatt der Europäischen Union Nr. L352 am 24. Dezember 2013 veröffentlichte Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen.

Art. 2 - Die Zuschüsse nach vorliegendem Erlass sind spezifische Beihilfen, die dazu bestimmt sind, die vom Antragsteller ausgehenden Initiativen zur internationalen Wiederbelebung zu unterstützen. Sie unterliegen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013.

Sie ergänzen die anderen von der Agentur vorgesehenen Beihilfemechanismen.

KAPITEL II — *Bedingungen für die Beihilfefähigkeit*

Art. 3 - Anspruch auf die im vorliegenden Erlass genannten Zuschüsse hat der Antragsteller, der die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° ein bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen (ZDU) registriertes Unternehmen mit einem "aktiven" Status sein, das über einen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region verfügt.

Unter Betriebssitz versteht man jede Niederlassung oder Geschäftsstelle, die einen gewissermaßen stabilen Charakter aufweist. Der Hauptbetriebssitz ist derjenige, der innerhalb des gesamten Unternehmens des Antragstellers die größte Anzahl Arbeitnehmer beschäftigt;

2° in der Datenbank der Exportunternehmen der Agentur mit einem "aktiven" Status registriert sein, oder dort einen Registrierungsantrag einreichen;

3° ein konkretes und strukturiertes internationales Projekt haben, dass, wenn es zustande kommt, einen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft generiert, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation. Die Agentur schätzt den realistischen Charakter dieser Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft ein.

Forschung und Entwicklung, geistiges Eigentum, Umsatz, Arbeitsplätze und Direktinvestitionen in der Wallonie sowie ihre jeweiligen Fortschritte fließen in die laufende Bewertung des Mehrwerts in der Wallonie ein.

Die vom Antragsteller der Beihilfe erzeugte Wertschöpfung wird an erster Stelle berücksichtigt. Die Wertschöpfung bei den wallonischen Subunternehmern wird an zweiter Stelle berücksichtigt;

4° die Initiative zur internationalen Wiederbelebung und das internationale Projekt entsprechen den nationalen und internationalen Normen, die auf den beruflichen Sektor des Antragstellers Anwendung finden, einschließlich der eventuellen berufsethischen Regeln;

5° den gesetzlichen Bestimmungen genügen, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, und die steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Verpflichtungen sowie die berufsethischen Regeln oder die Geschäftsordnung seines Berufs beachten;

6° keine Beträge schulden, die von der Agentur gefordert werden können. Es kann kein Ausgleich zwischen den Schulden des Antragstellers gegenüber der Agentur und einem in dem vorliegenden Erlass genannten Zuschuss stattfinden;

7° in keiner Phase des Verfahrens zur Vergabe von Zuschüssen nach dem vorliegenden Erlass in die Liquidation, den Konkurs oder die Einstellung der Tätigkeit gehen;

8° keine Unternehmensgemeinschaft, kein Verband und keine Handelskammer sein, deren Unterstützung dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern unterliegt.

Art. 4 - Der Antragsteller kann keine in vorliegendem Erlass genannten Zuschüsse erhalten, wenn er die Bedingungen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 nicht erfüllt.

Daher wird der Betrag des beantragten Zuschusses im Verhältnis zum verfügbaren Saldo des zugelassenen Höchstbetrags reduziert oder abgelehnt, wenn dessen Gewährung den Antragsteller dazu führen würde, den in der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 oder in der Norm, die sie ersetzt, vorgesehenen Höchstbetrag des Zuschusses zu überschreiten.

Art. 5 - Es darf kein im vorliegenden Erlass genannter Zuschuss gewährt werden, wenn der Antragsteller eine ganze oder teilweise Auslagerung seiner Tätigkeit ins Ausland plant, die zu einer Reduzierung oder einer Einstellung der Tätigkeiten in der Wallonischen Region führen muss.

Der Antragsteller muss seine Tätigkeit auf dem Gebiet der Wallonischen Region während einer Dauer von drei Jahren nach Auszahlung des im vorliegenden Erlass genannten Zuschusses aufrechterhalten.

Art. 6 - Im Laufe desselben Abrufzeitraums darf der Antragsteller den in Artikel 7 genannten Zuschuss nur einmal in Anspruch nehmen.

KAPITEL III — *Beihilfefähige Initiative und zuschussfähige Kosten*

Art. 7 - Im Rahmen der im Haushaltsplan der Agentur zu diesem Zweck eingesetzten Mittel kann dem Antragsteller, der die Bedingungen dieses Erlasses erfüllt, ein Pauschalzuschuss in Höhe von 10 000 EUR gewährt werden, um die zuschussfähigen Kosten zu decken, die im Rahmen seiner Initiative zur internationalen Wiederbelebung anfallen.

Der Betrag des Pauschalzuschusses nach Absatz 1 beläuft sich auf 15 000 Euro, wenn der Antragsteller ein Start-up-Unternehmen ist.

Art. 8 - Um für den Pauschalzuschuss nach Artikel 7 in Betracht kommen zu können, muss die Initiative zur internationalen Wiederbelebung des Antragstellers

1° mit dem internationalen Projekt des Antragstellers vereinbar sein;

2° eine vernünftige Durchführbarkeit aufweisen;

3° auf Gesamtkosten geschätzt werden, die mindestens so hoch sind wie der Pauschalzuschuss nach Artikel 7;

4° innerhalb von höchstens 12 Monaten ab dem Datum der Mitteilung des Gewährungsbeschlusses nach Artikel 14 Absatz 2 vollständig abgeschlossen sein.

Art. 9 - Die zuschussfähigen Kosten nach Artikel 7 sind alle Kosten

1° für den Erwerb von Studien über ausländische Märkte;

2° für den Erwerb von Datenbanken über ausländische Kunden und Listen von ausländischen E-Mail-Adressen;

3° für die Erstellung und den Versand von E-Mailings durch einen externen, spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

4° für den Kauf von Guthaben für den E-Mailing-Versand;

5° für Leistungen von Callcentern für Anrufe ins Ausland;

6° für die Veranstaltung eines für eine ausländische Kundschaft bestimmten Webinars durch einen externen, spezialisierten Anbieter;

7° für die internationale Referenzierung auf Suchmaschinen durch einen externen, spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

8° für den Kauf von internationaler Werbung und Referenzierung auf Suchmaschinen;

9° für den Kauf von Werbung auf sozialen Netzwerken, die für ein internationales Publikum bestimmt ist;

10° für Leistungen von Online-Beeinflussern und Meinungsführern;

11° für Leistungen von externen, spezialisierten Anbietern im Bereich digitales Marketing zwecks der Förderung von wallonischen Marken und Erzeugnissen auf internationalen Online-Verkaufsplattformen;

12° für Leistungen von externen, spezialisierten Anbietern im Bereich digitales Marketing zwecks des internationalen Profilmanagements von Unternehmen auf sozialen Netzwerken;

13° für den Kauf von Flugtickets für Berufsreisen;

14° für Hotelkosten während Berufsreisen;

15° für sonstige Kosten im Rahmen einer Berufsreise für Maßnahmen, die von den lokalen Behörden in Verbindung mit der COVID-19-Krise auferlegt werden.

Die Agentur lehnt alle Kosten ab, die nicht mit der Umsetzung der Initiative zur internationalen Wiederbelebung des Antragstellers verbunden sind.

Die folgenden Kosten sind nie zuschussfähig, selbst wenn sie mit der Umsetzung der Initiative zur internationalen Wiederbelebung des Antragstellers verbunden sind:

1° die Mehrwertsteuer;

2° die Vergütung für Dienstleistungen, die von den Angestellten des Antragstellers oder von anderen Mitgliedern seines Unternehmens erbracht werden;

3° die Vergütung für Produkte oder Dienstleistungen, die der Antragsteller seinen eigenen Kunden verkauft;

4° Kosten, die von Lieferanten oder Dienstleistern in Rechnung gestellt werden, die in rechtlicher, finanzieller, funktionaler oder struktureller Verbindung mit dem Antragsteller stehen;

5° übliche und regelmäßige Betriebsausgaben des Antragstellers;

6° Ausgaben, die in bar oder mittels Ausgleich durch die Lieferung von Waren oder Dienstleistungen getätigt werden;

7° Ausgaben, die vom Antragsteller an Dritte weiter verrechnet werden;

8° Ausgaben mit luxuriösem Charakter;

9° Kosten im Zusammenhang mit der Errichtung und dem Betrieb eines Vertriebsnetzes im Ausland;

10° Kosten, für welche der Antragsteller Zuschüsse oder Finanzierungen bei der Agentur oder jeder anderen öffentlichen Anstalt, Einrichtung oder Behörde zu beantragen erwägt, beantragt oder erhalten hat;

11° Kosten, die vor dem Datum der Einreichung des Zuschussantrags im Sinne des vorliegenden Erlasses angefallen sind.

KAPITEL IV — *Gewährungsverfahren*

Abschnitt 1 — Einreichung der Zuschussanträge

Art. 10 - Die Agentur bestimmt, wann der Abrufzeitraum beginnt, und wie lange er dauert. Je nach den in ihrem Haushaltsplan eingetragenen Mitteln für Zuschüsse im Sinne des vorliegenden Erlasses kann die Agentur beschließen, mehrere Abrufzeiträume zu eröffnen.

Während desselben Abrufzeitraums wird den zulässigen Anträgen in der chronologischen Reihenfolge, in der sie gemäß Artikel 11 und 12 gültig eingereicht wurden, Vorrang eingeräumt.

Gültig eingereichte Anträge werden von der Agentur entsprechend dem Zeitpunkt ihrer Einreichung bearbeitet. Die Agentur kann den in Absatz 1 genannten Abrufzeitraum vorzeitig beenden, wenn die zu diesem Zweck verfügbaren Haushaltsmittel erschöpft sind.

Art. 11 - Der Antragsteller reicht seinen Antrag auf Pauschalzuschuss kostenlos ein, indem er das auf der Website der Agentur verfügbare elektronische Formular ausfüllt.

Der Antragsteller bestätigt ausdrücklich, dass er die Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 sowie diejenigen des vorliegenden Erlasses einhält.

Diese Bestätigung schließt eine Prüfung dieser Einhaltung durch die Agentur nicht aus.

Außerdem verpflichtet sich der Antragsteller in diesem Formular, die in Artikel 17 genannten Unterlagen während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur aufzubewahren, es sei denn, dieser Zeitraum wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen über Verjährungsfristen verlängert.

Der Antragsteller fügt seinem Antrag Folgendes bei:

1° eine Beschreibung seines internationalen Projekts und seiner Initiative zur internationalen Wiederbelebung, unter Beifügung einer Schätzung der Kosten für diese Initiative, die mindestens mit denjenigen des Pauschalzuschusses nach Artikel 7 gleich sein müssen;

2° eine nach der auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellten Vorlage verfasste Forderungsanmeldung unter der aufschiebenden Bedingung, dass ein Beschluss zur Genehmigung des Zuschusses nach Artikel 14 gefasst wird;

3° jedes zur Bekräftigung seines Antrags nützliche Dokument.

Art. 12 - Der Antrag gilt als gültig eingereicht im Sinne der Artikel 10 Absatz 2 und 13 Absatz 1, wenn der Antragsteller eine Empfangsbestätigung für sein elektronisches Antragsformular erhält, in der ein Aktenzeichen sowie Datum und Uhrzeit des Eingangs des Formulars bei der Agentur angegeben sind.

Abschnitt 2 — Untersuchung des Antrags, Gewährungsbeschluss und Überweisung des Zuschussbetrags

Art. 13 - Die Agentur untersucht jeden Antrag in einer geordneten Reihenfolge entsprechend dem Zeitpunkt, zu dem er gültig eingereicht wurde. Sie kann den Antragsteller um alle zusätzlichen Auskünfte ersuchen, die sie für nützlich hält.

Die Agentur verweigert jeden Antrag, der die Gewährungsbedingungen offensichtlich nicht einhält. In den sonstigen Fällen untersucht die Agentur den Antrag.

Art. 14 - Ab Abschluss der Untersuchung unterbreitet die Agentur dem Minister einen Beschlussvorschlag. Dieser lehnt den Antrag durch begründeten Beschluss ab oder nimmt ihn an. Wird der Antrag angenommen, so verabschiedet der Minister einen Bezuschussungserlass.

Die Agentur sorgt für die weitere Behandlung des Beschlusses des Ministers und teilt ihn dem Antragsteller mit.

Art. 15 - Nachdem der Gewährungsbeschluss mitgeteilt wurde, überweist die Agentur dem Antragsteller den Pauschalzuschuss auf der Grundlage seiner in Artikel 11 Absatz 5 Ziffer 2 genannten Forderungsanmeldung.

KAPITEL V — Kontrolle und Rückzahlung des Zuschusses

Art. 16 - Sobald die bezuschusste Initiative zur internationalen Wiederbelebung vollständig umgesetzt ist, und spätestens 15 Monate nach dem Datum der Mitteilung des Beschlusses gemäß Artikel 14, übermittelt der Antragsteller der Agentur auf elektronischem Wege einen kommerziellen Bericht mit den Ergebnissen der bezuschussten Initiative. Auf ihrer Website stellt die Agentur ein Muster des kommerziellen Berichts zur Verfügung.

Art. 17 - Die Agentur kann zu jeder Zeit die Gewährungsbedingungen für den Zuschuss oder den kommerziellen Bericht nach Artikel 16 überprüfen, und den Antragsteller auffordern, ihr innerhalb eines Monats folgende Dokumente zu übermitteln:

1° die auf den Namen des Antragstellers erstellten und in dessen Buchführung erfassten detaillierten Rechnungen in Bezug auf die bezuschusste Initiative;

2° die Bankkontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen des Antragstellers, auf denen die Identität des Antragstellers als Auftraggeber deutlich angegeben ist;

3° jedes sonstige von der Agentur verlangte Dokument.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 sind Zahlungen in bar oder durch Gegenleistung mit Gütern oder Dienstleistungen nicht zulässig. Die Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen nach Absatz 1 Ziffer 2 sind die einzigen Zahlungsbelege, die von der Agentur angenommen werden.

Nachdem die Agentur die vollständigen Belege untersucht hat, richtet sie eine Notifikation an den Antragsteller, um ihm mitzuteilen, ob er beweiskräftige Dokumente übermittelt hat oder nicht, und ob alle in vorliegendem Erlass genannten Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses eingehalten worden sind.

Wenn der Antragsteller der Aufforderung der Agentur nicht nachgekommen ist, wird ihm eine Mahnung zugeschickt. Dem Antragsteller kann eine zweite Mahnung zugeschickt werden.

Art. 18 - Hat der Antragsteller den eventuellen beiden Mahnungen nach Artikel 17 keine Folge gegeben oder sind die Dokumente, die er der Agentur übermittelt hat, nicht beweiskräftig, so verpflichtet er sich vorbehaltlos, den betroffenen Zuschuss insgesamt oder teilweise zu erstatten.

Die Agentur richtet an den Antragsteller einen Einschreibebrief, in dem die Erstattungsmodalitäten angeführt sind. Wenn der Antragsteller den Zuschuss nicht erstattet, wird die Agentur Klage erheben.

Art. 19 - In Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikeln 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erstattet der Antragsteller, der einen im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss erhalten hat, diesen vollständig der Agentur zurück, wenn er:

1° eine oder mehrere Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses nicht erfüllt;

2° den kommerziellen Bericht nach Artikel 16 nicht innerhalb der eingeräumten Frist übermittelt hat;

3° seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region nicht während einer Dauer von drei Jahren nach dem Datum der Auszahlung des Zuschusses aufrechterhält;

4° die erhaltenen Geldmittel für andere Zwecke verwendet als diejenigen, für die sie gewährt wurden;

5° unbeschadet einer eventuellen Strafverfolgung den Zuschuss erhalten oder behalten hat, indem er wissentlich falsche oder unvollständige Angaben mitgeteilt hat.

Darüber hinaus muss der Antragsteller der Agentur den Teil des Zuschusses zurückerstatten, der den durch die akzeptierten Belege gerechtfertigten Betrag übersteigt.

Dem Antragsteller, der sich in mindestens einer der vorgenannten Situationen befindet, wird jeder neue Zuschuss der Agentur untersagt und er wird von jeder kollektiven Aktion der Agentur ausgeschlossen, solange er den betroffenen Zuschuss nicht erstattet. Die Agentur kann außerdem beschließen, dass der Antragsteller während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum der Erstattung des betroffenen Zuschusses oder Vorschusses bei der Agentur keinen Zuschuss mehr beantragen darf.

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 21 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und der Außenhandel gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. November 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/43911]

26 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van specifieke steun voor de herlancering van de internationale activiteiten van ondernemingen in het kader van de COVID-19-crisis

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), artikel 2, eerste lid, 2°, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, en vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 28 oktober 2020;

Gelet op het verslag van 6 november 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 november 2020;

Gelet op het advies 68.286/2 van de Raad van State, gegeven op 19 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de hierna vermelde elementen;

Overwegende dat de COVID-19-pandemie de wereldeconomie een ernstige en duurzame schok heeft bezorgd met een aanzienlijke inkrimping van het mondiale BBP, een teruggang van de internationale handel en aanzienlijk negatief effect op de tewerkstellingsmogelijkheden;

Overwegende dat nieuwe ramingen, vanuit een geografisch oogpunt, hoewel de conjunctuur er voor alle grote regionale spelers erop achteruit is gegaan, erop wijzen dat vooruitzichten voor economisch herstel zich in Amerika, Europa en Centraal-Azië aftekenen;

Gelet op de aanzienlijke daling van het Belgische BBP en de Waalse uitvoer in 2020 en de voorspellingen van een minimale groei voor het jaar 2021;

Overwegende dat de Waalse uitvoerende ondernemingen hard worden getroffen door de COVID-19-pandemie en dat er nieuwe economische hinderpalen voor hen worden opgeworpen (sluiting van de grenzen, verminderde vraag van externe markten, productiebeperkingen);

Overwegende dat de Waalse ondernemingen moeten investeren in nieuwe communicatiemiddelen, marketing en prospectie voor hun internationale herstel, naast de kosten die inherent zijn aan de internationalisering;

Overwegende dat een aangepaste respons noodzakelijk is om de Waalse uitvoerende ondernemingen te bereiken en te ondersteunen met financiële steunmaatregelen die, om efficiënt te zijn, snel en soepel moeten zijn;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is de financiële steun aan ondernemingen te versterken om hen te helpen verloren marktaandeel terug te winnen, hun internationale positie te verbeteren of nieuwe internationale kansen aan te grijpen die in dit stadium nog niet zijn onderzocht;

Overwegende dat de behoeften van starters op het vlak van communicatie, promotie en prospectie nog belangrijker zijn om zich in deze crisistijd buiten België te profileren en hun groei te ondersteunen;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° onderneming: elke entiteit, ongeacht de rechtsvorm ervan, die een economische activiteit uitoefent, waarbij aangemerkt wordt dat overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013, alle entiteiten die onder de zeggenschap staan van dezelfde entiteit, als één onderneming dienen te worden beschouwd;

2° starter: elke onderneming die ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen sedert minder dan vijf jaar op het moment van de indiening van de aanvraag om toelagen;

3° Minister: het lid van de Waalse Regering bevoegd voor Buitenlandse Handel;

4° Agentschap: het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings;

5° aanvrager: de onderneming die een op dit besluit gegronde toelageaanvraag ingediend heeft;

6° project op internationaal vlak: de strategie gevolgd door de aanvrager om zijn internationale ontwikkeling te bevorderen;

7° initiatief voor de herlancering van de activiteiten op internationaal vlak: actie voor de concrete uitvoering van het project op internationaal vlak van de aanvrager met het oog op het opstarten of vergroten van zijn internationale activiteit in het kader van de COVID-19-crisis om zich te heroriënteren op de markten van zijn klanten in het buitenland en/of zijn internationale positie te verbeteren en/of nieuwe kansen aan te grijpen;

8° oproepperiode: de door het Agentschap vastgestelde termijn waarbinnen de aanvrager een toelageaanvraag kan indienen op basis van dit besluit;

9° Verordening (EU) nr. 1407/2013: Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, bekendgemaakt in het P.B.E.U., nr. L352 van 24 december 2013.

Art. 2. De in dit besluit bedoelde toelagen zijn specifieke steun ter ondersteuning van de initiatieven voor de herlancering van de activiteiten op internationaal vlak van de aanvrager. Ze zijn onderworpen aan Verordening (EU) nr. 1407/2013.

Ze vormen een aanvulling op de andere steunregelingen van het Agentschap.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiabiliteitsvoorwaarden*

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor de in dit besluit bedoelde toelagen moet de aanvrager aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° een onderneming zijn die met een "actief" statuut geregistreerd is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO) en die haar hoofdbedrijfszetel in het Waalse Gewest heeft.

De bedrijfszetel is elke inrichting of activiteitscentrum met een bepaald stabiliteitskarakter. De hoofdbedrijfszetel is de zetel die binnen het geheel van de onderneming van de aanvrager, het grootste aantal werknemers tewerkstelt;

2° met een "actief" statuut in de databank van de uitvoerende ondernemingen van het Agentschap worden geregistreerd of daar een aanvraag tot registratie indienen;

3° een concreet en gestructureerd project op internationaal vlak hebben dat indien het tot een goed einde gebracht wordt, een meerwaarde voor de Waalse economie creëert, met name in termen van werkgelegenheidscreatie- of handhaving in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, of in termen van innovatie. Het Agentschap waardeert het realistische karakter van deze toegevoegde waarde voor de Waalse economie.

Onderzoek en ontwikkeling, intellectuele eigendom, omzet, werkgelegenheid en directe investeringen in Wallonië, alsook hun respectieve groei, worden in aanmerking genomen bij de voortdurende evaluatie van de toegevoegde waarde in Wallonië.

De toegevoegde waarde gegenereerd door de aanvrager van de steun wordt vooreerst in overweging genomen. De toegevoegde waarde van de Waalse onderaannemers is de tweede belangrijkste factor;

4° het initiatief voor de herlancering van de activiteiten op internationaal vlak en het project op internationaal vlak moeten overstemmen met de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de aanvrager met inbegrip van de eventuele deontologische regels;

5° aan de wetbepalingen voldoen die zijn activiteit regelen, en aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen alsook aan de deontologische code of het huishoudelijk reglement dat op zijn beroep van toepassing is;

6° geen schuldenaar zijn van eisbare bedragen ten opzichte van het Agentschap. Er mag geen compensatie worden verricht tussen de schulden van de aanvrager tegenover het Agentschap en een in dit besluit bedoelde toelage;

7° zich niet in liquidatie, faillissement of stopzetting van de activiteiten bevinden, ongeacht het stadium van de procedure voor de toekenning van toelagen in het kader van dit besluit;

8° geen groepering van ondernemingen, federatie of gemengde kamer van koophandel zijn waarvan de steun wordt geregeld door het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden.

Art. 4. De aanvrager kan geen toelagen bedoeld bij dit besluit verkrijgen als hij de voorwaarden bedoeld bij Verordening (EU) nr. 1407/2013 niet in acht neemt.

Bijgevolg wordt het gevraagde toelagebedrag verminderd met het beschikbare saldo onder het toegestane plafond of wordt het geweigerd indien de toekenning ervan ertoe zou leiden dat de aanvrager de maximumbedragen van de toelagen bedoeld in Verordening (EU) nr. 1407/2013 of de norm die daarvoor in de plaats is gekomen, overschrijdt.

Art. 5. Er mag geen toelage bedoeld in dit besluit toegekend worden indien de aanvrager van plan is over te gaan tot een gedeeltelijke of gehele delocalisatie van zijn activiteit naar het buitenland, wat een vermindering of een stopzetting van activiteiten in het Waalse Gewest als gevolg zou hebben.

De aanvrager moet zijn activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest tijdens een duur van drie jaar te rekenen van de betaling van de toelage bedoeld in dit besluit handhaven.

Art. 6. De aanvrager kan de in artikel 7 bedoelde toelage slechts eenmaal in dezelfde oproepperiode ontvangen.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiabel initiatief en in aanmerking komende kosten*

Art. 7. Binnen de grenzen van de daartoe in de begroting van het Agentschap vastgelegde kredieten kan een forfaitaire toelage van 10 000 EUR worden toegekend aan aanvrager die aan de voorwaarden van dit besluit voldoet, ter dekking van de in aanmerking komende kosten die in het kader van zijn initiatief voor de herlancering van de activiteiten op internationaal vlak zijn gemaakt.

Het bedrag van de in het eerste lid bedoelde forfaitaire toelage bedraagt 15 000 EUR wanneer de aanvrager een starter is.

Art. 8. Om in aanmerking te komen voor de in artikel 7 bedoelde forfaitaire toelage moet het initiatief voor de herlancering van de activiteiten op internationaal vlak van de aanvrager:

1° verenigbaar zijn met het project op internationaal vlak van de aanvrager;

2° een redelijke mate van haalbaarheid hebben;

3° geraamd worden op een totale kostprijs die ten minste gelijk is aan het bedrag van de in artikel 7 bedoelde forfaitaire toelage;

4° volledig worden uitgevoerd binnen een maximumtermijn van 12 maanden na de kennisgeving van de toekenningsbeslissing bedoeld in artikel 14, tweede lid.

Art. 9. De in artikel 7 bedoelde in aanmerking komende kosten zijn alle kosten:

1° voor de aankoop van studies van buitenlandse markten;

2° voor de aankoop van buitenlandse klantenbestanden en lijsten met buitenlandse e-mailadressen;

3° voor de uitvoering en verzending van e-mailing door een externe internetmarketingspecialist;

4° voor de aankoop van e-mailing-kredieten;

5° voor callcenterdiensten voor oproepen in het buitenland;

6° voor de productie van een webinar voor buitenlandse klanten door een gespecialiseerde externe dienstverlener;

7° voor internationale verwijzing op zoekmachines door een externe internetmarketingspecialist;

8° voor de aankoop van reclame en internationale verwijzingen in zoekmachines;

9° voor de aankoop van reclame op sociale netwerken gericht op een internationaal publiek;

10° voor diensten van online beïnvloeders en opinieleiders;

11° voor diensten van externe digitale marketingspecialisten voor de promotie van Waalse merken en producten op internationale online verkoopplatformen;

12° voor diensten van externe digitale marketeers voor het beheer van internationale bedrijfsprofielen op sociale netwerken;

13° voor de aankoop van vliegtickets voor zakenreizen;

14° voor accommodatie tijdens zakenreizen;

15° in verband met zakenreizen die door de plaatselijke autoriteiten worden opgelegd in het kader van de COVID-19-crisis.

Het Agentschap wijst alle kosten af die geen verband houden met de uitvoering van het initiatief voor de herlancering van de activiteiten op internationaal vlak van de aanvrager.

Zelfs wanneer zij verband houden met de uitvoering van het initiatief voor de herlancering van de activiteiten op internationaal vlak van de aanvrager komen de volgende kosten bovendien nooit in aanmerking voor de toelage:

1° de belasting over de toegevoegde waarde;

2° de betaling van de diensten die door de werknemers van de aanvrager of door andere leden van zijn onderneming worden geleverd;

3° de betaling van producten of diensten die de aanvrager aan zijn eigen klanten verkoopt;

4° kosten die in rekening worden gebracht door leveranciers of dienstverleners die een juridische, financiële, functionele of structurele band met de aanvrager hebben;

5° normale en terugkerende werkingsuitgaven van de aanvrager;

6° kosten die in contanten worden betaald of door middel van een vergoeding die voortvloeit uit de levering van goederen of diensten;

7° uitgaven die door de aanvrager aan derden doorgefactureerd werden;

8° uitgaven met een weeldekarakter;

9° kosten in verband met de oprichting en de exploitatie van een distributienetwerk in het buitenland;

10° kosten waarvoor de aanvrager van mening is toelagen te vragen, waarvoor hij toelagen of financieringen vraagt of heeft ontvangen bij het Agentschap of elk ander orgaan, instelling of openbare overheid;

11° de kosten die zijn gemaakt vóór de datum van indiening van de in dit besluit bedoelde toelageaanvraag.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenningsprocedure*

Afdeling 1. — Indiening van de toelageaanvragen

Art. 10. Het Agentschap stelt de openingsdatum en de duur van de oproepperiode vast. Naar gelang van de kredieten die in zijn begroting zijn opgenomen voor de in dit besluit bedoelde toelagen, kan het Agentschap besluiten meerdere oproepperioden te openen.

Tijdens dezelfde oproepperiode wordt voorrang gegeven aan ontvankelijke aanvragen die zijn gerangschikt in de chronologische volgorde waarin zij overeenkomstig de artikelen 11 en 12 geldig zijn ingediend.

Geldige aanvragen worden door het Agentschap behandeld op het moment van indiening. Het Agentschap kan de in lid 1 bedoelde oproepperiode voortijdig beëindigen indien het daarvoor beschikbare budget is uitgeput.

Art. 11. De aanvrager dient gratis zijn aanvraag om forfaitaire toelage in aan de hand van het elektronisch formulier dat op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld.

De aanvrager bevestigt uitdrukkelijk dat hij Verordening (UE) nr. 1407/2013 en dit besluit naleeft.

Deze bevestiging belemmert de verificatie van die naleving door het Agentschap niet.

Bovendien verbindt de aanvrager er zich in dit formulier toe om de in artikel 17 bedoelde documenten, tijdens een periode van tien jaar te behouden te rekenen van de datum van storting van de toelage door het Agentschap, behalve verlenging van de termijn overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake verjaring.

Bij zijn aanvraag voegt de aanvrager:

1° een beschrijving van zijn project op internationaal vlak en van zijn initiatief voor de herlancering van de activiteiten op internationaal vlak, vergezeld van een raming van de kosten van dit initiatief voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan dat van de in artikel 7 bedoelde forfaitaire toelage;

2° een aangifte van schuldvordering onder de opschortende voorwaarde van de in artikel 14 bedoelde aanvaardingsbeslissing, opgesteld volgens het model dat op de website van het Agentschap beschikbaar is gesteld;

3° elk nuttig document om zijn aanvraag te steunen.

Art. 12. De aanvraag wordt geacht geldig te zijn ingediend in de zin van artikel 10, tweede lid, en artikel 13, eerste lid, wanneer de aanvrager een ontvangstbevestiging ontvangt van zijn elektronische aanvraagformulier met vermelding van een dossiernummer en de datum en het tijdstip van ontvangst van het formulier door het Agentschap.

Afdeling 2. — Onderzoek van de toelageaanvraag, beslissing tot toekenning van de toelage en storting van de toelage

Art. 13. Het Agentschap onderzoekt elke aanvraag op een ordelijke wijze volgens het tijdstip waarop deze geldig werd ingediend. Het Agentschap kan de aanvrager erom verzoeken hem elke aanvullende informatie die het nuttig acht te verstrekken.

Het Agentschap weigert elke aanvraag die de toekenningsvoorwaarden niet duidelijk naleeft. In de andere gevallen behandelt het Agentschap de aanvraag.

Art. 14. Aan het einde van de behandeling stelt het Agentschap een beslissingsvoorstel aan de Minister voor. De Minister weigert de aanvraag bij met redenen omklede beslissing of keurt ze goed. In geval van goedkeuring neemt hij een toelagebesluit aan.

Het Agentschap zorgt voor de opvolging van de beslissing van de Minister en deelt ze aan de aanvrager mede.

Art. 15. Na kennisgeving van de toekenningsbeslissing betaalt het Agentschap de forfaitaire toelage aan de aanvrager op basis van zijn aangifte van schuldvordering als bedoeld in artikel 11, vijfde lid, 2°.

HOOFDSTUK V. — *Controle en terugbetaling van de toelage*

Art. 16. Zodra het gesubsidieerde initiatief voor de herlancering van de activiteiten op internationaal vlak volledig is uitgevoerd, en uiterlijk 15 maanden na de datum van kennisgeving van de in artikel 14 bedoelde beslissing, zendt de aanvrager het Agentschap langs elektronische weg een commercieel verslag met de resultaten van het gesubsidieerde initiatief. Het Agentschap stelt een model van het commercieel verslag ter beschikking op zijn website.

Art. 17. Het Agentschap kan te allen tijde de voorwaarden voor de toekenning van de toelage of van het in artikel 16 bedoelde commercieel verslag controleren en de aanvrager verzoeken hem binnen een maand de volgende stukken te verstrekken:

1° de gedetailleerde facturen betreffende het gesubsidieerde initiatief die op naam van de aanvrager zijn opgesteld en in zijn boekhouding zijn opgenomen;

2° de rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten van de aanvrager waarin de identiteit van de aanvrager als opdrachtgever duidelijk wordt vermeld en;

3° elk ander document aangevraagd door het Agentschap.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, zijn betalingen in contanten of door middel van een vergoeding voor goederen of diensten niet toegestaan. De in het eerste lid, 2°, bedoelde rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten vormen het enige door het Agentschap aanvaarde betalingsbewijs.

Na onderzoek van de volledige bewijsstukken richt het Agentschap een kennisgeving aan de aanvrager om hem mede te delen of hij al dan niet bewijskrachtige documenten heeft verstrekt en of alle in dit besluit bedoelde voorwaarden voor de toekenning van de toelage zijn nageleefd.

Indien de aanvrager het verzoek van het Agentschap niet beantwoord heeft, wordt hem een rappelbrief per zending gericht. Een tweede rappelbrief kan aan de aanvrager gericht worden.

Art. 18. Indien de aanvrager geen gevolg aan beide rappelbrieven bedoeld in artikel 17 heeft gegeven of als de documenten die hij aan het Agentschap heeft overgemaakt, niet bewijskrachtig zijn, verbindt hij zich ertoe de betrokken toelage geheel of gedeeltelijk terug te betalen.

Het Agentschap richt een aangetekende brief met de terugbetalingsmodaliteiten aan de aanvrager. Bij gebrek aan betaling stelt het Agentschap een rechtsvordering in.

Art. 19. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursentiteit betaalt de aanvrager die een toelage krachtens dit besluit heeft ontvangen, ze volledig aan het Agentschap terug indien hij:

1° aan één of meerdere van de toekenningsvoorwaarden van de toelage niet voldoet;

2° het in artikel 16 bedoelde commercieel verslag niet binnen de voorgeschreven termijn heeft ingediend;

3° zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest niet voortzet gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van betaling van de toelage;

4° de fondsen ontvangen voor andere doeleinden dan welke waarvoor ze toegekend zijn, bestemt;

5° de toelage heeft ontvangen of behouden en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt onverminderd een eventuele strafrechtelijke vervolging.

Bovendien betaalt de aanvrager het deel van de toelage dat het door de aanvaarde bewijsstukken gestaafde maximumbedrag overschrijdt, aan het Agentschap terug.

De aanvrager die zich minstens in één van bovenvermelde toestanden bevindt, wordt elke nieuwe toelage van het Agentschap ontnomen en van elke gemeenschappelijke actie van het Agentschap uitgesloten zolang hij de betrokken toelage niet terugbetaalt. Bovendien kan het Agentschap beslissen dat de aanvrager tijdens drie jaar vanaf de datum van terugbetaling van de betrokken toelage of voorschot aan het Agentschap geen toelagen zal kunnen aanvragen.”.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 21. De Minister van Economie en Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 november 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS